

Courrier Fédéral

N° 376

du 21.12.13 au 10.01.14

Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT



ISSN 0152-3082



■ EN DIRECT DU CEF

Compte rendu de la réunion du 12 décembre 2013

pages 2 à 7

■ PUBLICITE

page 8

Courrier Fédéral

Fédération des Travailleurs
de la Métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>
courriel : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0418 S 06 474
Imprimé par nos soins



Christian Pilichowski
membre du Bureau Fédéral



En direct du CEF

du 12 décembre 2013

Avant le début des travaux, une minute de silence est observée en mémoire de Nelson Mandela.

Le nom de Nelson Mandela restera le symbole de la lutte universelle pour la liberté, la dignité, la démocratie. Après 27 années d'emprisonnement sans jamais renier ses idées, il devient le premier président noir de la République d'Afrique du Sud. L'humanité perd un grand homme. L'Afrique du Sud s'est libérée de l'apartheid, mais la situation économique et sociale est loin d'être satisfaisante, tout comme sur l'ensemble de ce continent. Les interventions militaires françaises au Mali et en Centre Afrique ne vont pas remédier à la situation. Le 1,25 milliard d'euros qu'elles coûtent serait plus utile à l'aide au développement pour les écoles, les hôpitaux et les services publics. Il est temps de tourner la page du néocolonialisme et d'écouter les forces démocratiques, sociales et syndicales qui se battent et cherchent à rassembler. Il faut que le pillage des ressources naturelles cesse et que les richesses servent au développement de ces pays.

cratiques, sociales et syndicales qui se battent et cherchent à rassembler. Il faut que le pillage des ressources naturelles cesse et que les richesses servent au développement de ces pays.

Des luttes dans une globalité chaotique

Le capitalisme génère une globalité chaotique et produit des dégâts sociaux ou des confrontations violentes en Libye, en Syrie, en Afrique, en Asie... Mais il y a aussi des luttes porteuses d'aspirations à la dignité, la démocratie, la justice sociale. En Tunisie, l'UGTT poursuit sa lutte pour sortir de l'impasse dans laquelle les islamistes veulent mener le pays. Ailleurs dans le monde, beaucoup d'autres peuples ne lâchent rien ; en Amérique latine et notamment au Chili ou en Asie, comme en Indonésie. Et la CGT s'engage pour peser dans ce mouvement du monde qui change.

On se mobilise aussi en Europe

2013 a aussi été difficile en Europe. Les politiques d'austérités produisent les mêmes résultats : croissance atone, chômage et précarité, accroissement des inégalités. Les mobilisations se poursuivent dans de nombreux pays : en Espagne des dizaines de milliers de salariés ont manifesté le 23 novembre, de même au Portugal. La Grèce se débat toujours dans une situation désastreuse avec en cinq ans un taux de chômage qui a triplé et un PIB qui a reculé de 22%.

La CES adopte un plan

Pour la première fois, le syndicalisme européen a adopté un plan d'investissement économique et social basé sur l'offre et la demande. Ce plan consisterait à investir 2% du PIB européen pendant dix ans, soit 250 milliards d'euros par an dans les domaines suivants : Transition énergétique ; Réseaux et infrastructures de transports ; Education et formation ; Investissement dans les services publics et privés ; Investissements dans les infrastructures et les logements adaptés pour les personnes âgées ; promotion d'une gestion durable de l'eau. En Allemagne, un accord se dessine pour la mise en place d'un salaire minimum. Même s'il n'interviendra que d'ici 24 à 30 mois, il mettra un coup d'arrêt au dumping social.

En France, le chômage augmente et la croissance est atone. L'industrie est particulièrement touchée avec 170 000 emplois perdus entre 2007



et 2012. Consommation et pouvoir d'achat baissent. Pour la première fois, le revenu des salariés partant en retraite sera inférieur à celui des générations précédentes. L'investissement des entreprises non financières a baissé de 2,1%.

Le patronat en veut toujours plus

Aux 6 milliards d'argent public versés au titre du Crédit Impôt Recherche (avec pour seul effet de se substituer aux efforts de R&D des entreprises) se sont ajoutés les 20 milliards de cadeaux de Crédit Impôts Compétitivité. Un formidable effet d'aubaine pour les 80% des entreprises qui le perçoivent sans pour autant être exposées à la concurrence étrangère (les cliniques privées par exemple). Le patronat a touché 200 milliards d'€ de cadeaux fiscaux cette année sous contrepartie. Quand un emploi est créé en France, 7 sont détruits. Gattaz père réclamait la suppression de l'autorisation administrative de licenciement prétendant que cela créerait immédiatement 400 000 emplois. En fait, le chômage a bondi de presque un million à cette époque. Aujourd'hui, Gattaz fils promet de créer un million d'emplois sur cinq ans si on lui accorde 100 milliards de CIRE et d'allègement de «charges sociales». Or durant les cinq prochaines années 1,5 million de salariés partiront en retraite. Faut-il donc lui donner 100 milliards pour faire disparaître 500 000 emplois de plus ?

L'amorce d'un tournant dans les relations intersyndicales

Dans ce contexte difficile, il y a cependant des luttes, des victoires et aussi de l'espoir. La CGT, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL et UNL s'engagent à agir ensemble contre le front national. La CGT, la CFDT, la CFTC, FSU et UNSA viennent de se réunir et je cite : *«confirment leur volonté de travailler ensemble à la définition de propositions et revendications... Cette démarche de confrontation des analyses vise à parvenir à des propositions communes sur l'emploi, le pouvoir*

d'achat et les politiques salariales, la fiscalité et le financement public, les services publics et enfin le plan d'investissement proposé par la CES.» Selon les cinq organisations syndicales, il s'agit d'une *«nouvelle étape marquant leur volonté de prendre toutes leurs responsabilités dans l'unité et de proposer des réponses concrètes pour les salariés»*. Si ce n'est pas un tournant dans les relations intersyndicales, c'est tout du moins – comme le dit Thierry Le Paon - son amorce. Cela renforce notre responsabilité dans les batailles à mener.

Deux outils didactiques seront prochainement édités pour aider les

syndicats à aller au débat autour de réponses alternatives à celles des patrons. Le premier sera un livret pour la reconquête de l'activité industrielle et un autre sur le coût du capital et la place du travail dans le processus productif.

Un dernier mot sur l'organisation

Il y a eu 3200 adhésions en 2013 contre 3600 en 2012, dont 900 seulement ICT. De plus, il y a une difficulté à clore 2012 à 100% de 2011. Il faut y revenir. De même, avec la perspective du congrès, il s'agit d'engager une dynamique forte pour la remise des FNI dès le début 2014.



Débat

Isabelle Hérauld invite à être présents lors du rassemblement sur les retraites, le 18 décembre. Pour l'Ile-de-France, l'initiative a lieu devant l'Assemblée nationale. Concernant les propos successifs des Gattaz, c'est effarant. Le Medef tente en outre de supprimer les fonds de la formation professionnelle envers les TPE. Concernant les cotisations, on se bat pour que les structures paient mais il y a des difficultés. Le congrès de l'USTM 91 vient de se tenir avec une bonne participation (12 bases, 40 participants). Il y a eu un bon débat sur les ICT et la syndicalisation. Il y a une impulsion et un partage de ce qui se passe actuellement à la CGT. Nous avons besoin d'outils pour combattre le patronat sur tous les sujets. La pétition pour Claudio CALFUQIR et la pétition sur les prud'hommes doivent tourner dans toutes les AG.

Maria Alvens revient sur l'hommage à Mandela. Nous avons perdu un grand homme. Elle s'interroge concernant les luttes, après la publication de la lettre Lepaon – Berger. Sachant tout ce que la CFDT fait pour aider le patronat, la signature de l'ANI etc, est-ce vraiment convenable une telle alliance avec la CFDT ? Cela interroge avec tout ce qui se passe dans nos boîtes...

Sylvain Werner fait un point sur l'actualité en Alsace avec le constat de plusieurs actions dans la période. Trois entreprises sont en lutte. Dans la première, les

200 salariés sont sortis de l'usine contre un plan de 80 licenciements. Chez Rhenalu à Neuf-Brisach, la majorité des 1400 salariés se sont mobilisés pendant une semaine pour les salaires, la direction a joué la provocation en envoyant une centaine de salariés non grévistes débloquer les piquets de grève. Enfin, chez Clestra, 80% des personnels ont débrayé pour le maintien de la totalité du salaire en cas de chômage partiel et ont obtenu gain de cause. L'USTM 67 est en préparation de son congrès en lien avec celui de la fédération et la tenue de plusieurs AG par bassin d'emplois. Six rencontres par secteur sont ciblées ainsi qu'une centaine de syndicats. Une campagne de déploiement est lancée dans les garages. Dans la perspective des élections chez Feu vert, Denis Leblanc a préparé un tract commun que nous allons distribuer.

Grégory Khiati relate la tenue, la veille, d'une coordination de Renault Trucks où il était question de l'activité CGT, ceci afin de pallier à la tendance générale à travailler dans l'urgence. Il en est ressorti l'idée d'une AG pour parler du coût du capital avec le livret. Il a aussi été décidé de former nos militants et de lancer une enquête salaires dans le groupe. Il a été aussi constaté la difficulté à syndiquer les ICT et des ciblage sont prévus à Limoges et Bourg-en-Bresse. Concernant le 6 février, il est prévu d'en débattre. Concernant le plan européen de la CES, Grégory se félicite de l'entente avec les organisations syndicales, mais est revenu très sceptique du congrès de l'ABV métal en Belgique qui accueillait chaleureusement la ministre du Travail du pays. Enfin, Grégory rapporte que l'USTM de l'Ain est en phase de reconstruction de l'activité.

Daniel Pellet Robert poursuit le propos sur les questions européennes en signalant qu'un dossier venait d'être remis aux membres du CEF sur l'activité du secteur Europe/Inter. Daniel souligne toute l'importance du plan de la CES présenté dans le rapport de Christian. La CGT et les syndicats des pays du Sud de l'Europe ont pesé y compris pour faire émerger les questions de salaire minimum et de précarité.



Bernadette Ségol est intervenue à son tour sur la nécessité de traiter la précarité. Il a aussi été évoqué la perspective d'une rencontre entre la région Sud Ouest de l'Europe qui inclut la France, l'Espagne et le Portugal avec les pays de l'Est européen. Concernant le récent congrès d'IG Metall, cette fois ce n'est pas la ministre du Travail, mais Merkel en personne qui est venue. Sur le salaire minimum, elle dit comprendre l'inquiétude des entreprises, mais que cela permettra d'injecter 14 milliards dans l'économie et de faire rentrer 1,7 milliard dans les caisses de l'Etat. Or le principal client de l'Allemagne ce sont les pays européens, la France en tête. On ferait donc bien de faire comme eux. Cependant, il y a des difficultés dans l'IG Metall, ainsi qu'en témoigne l'élection de sa direction qui n'a recueilli que 70% des suffrages. Les rentrants sont des membres du SPD au détriment des membres de die Linke. Bizarrement, sa représentante a été plus applaudie que la direction élue lors de son intervention qu'elle a axée sur le temps de travail et les conditions de vie familiale. La nouvelle direction devra en tenir compte car la question montante est celle du travail féminin. Avec le vieillissement et l'accroissement du nombre de retraités prévu ces prochaines années, ils parlent aussi de réduction de temps de travail, mais aussi de réduction de vie au travail, d'abaissement de l'âge de départ en retraite... Par ailleurs, une AG s'est tenue lundi dernier en Rhône Alpes avec 60 salariés pour parler du coût du capital. Ces questions doivent être déclinées au regard des réalités de chaque entreprise.

Xavier Pétrachi estime que Maria a posé les bonnes questions en abordant la surprise qu'a pu suscité le fait de voir ensemble Lepaon et Berger alors qu'on s'est écharpé sur l'ANI. Il est compliqué d'expliquer cela et de changer d'attitude deux mois après. Nous ne sommes pas non plus obligés d'aller vers des propositions communes. Il est nécessaire de donner plus de clarté sur nos relations avec les autres organisations syndicales et on ne peut replier les choses aussi vite. Sur l'importance des relations syndicales internationales, notons aussi que la Grèce va prendre la présidence de l'UE. Ce sera intéressant de voir ce que ça donne. Peut-être faudrait-il préparer nos militants avec une brochure. Il faut continuer à montrer que l'Europe se construit aussi avec les travailleurs. Il s'est tenue une bonne initiative en Rhône Alpes sur le coût du travail. Il faut planifier, dans les différents syndicats, des journées d'étude pour préparer les campagnes salaires. Sur le coût du capital, il faut être le plus concret possible sur le terrain. Il y a des démonstrations à faire, par exemple, sur EADS sur lequel Jean-Jacques interviendra. Dans les bureaux d'études, la direction demande de plus en plus de production, mais moins de conception. C'est pourquoi nous voulons faire des démonstration en sortant des projets des tiroirs. La reconquête industrielle passe aussi par des projets, c'est cela qui la tire. IndustriAll a fait une note sur les industries de défense, peut-être fallait-il alerter les syndicats pour modifier l'opinion publique. Concernant la représentativité, une note bilan a

été réalisée quatre ans après la loi de 2008. On s'aperçoit qu'on n'arrive plus à exister dans les petites boîtes. La représentativité ça se construit, et il faudrait un bilan, filière après filière, pour voir là où on en est.

Philippe Martinez estime nécessaire de creuser quelques questions. Nous sommes face à un patronat arrogant au niveau national et dans les entreprises. Quand Lahoud d'EADS explique pourquoi il faut un accord compétitivité, il serait utile d'interroger l'efficacité de son action. En effet, l'action EADS rebondit de 7% à l'annonce de suppressions d'emplois. ASCOMETAL, une entreprise extrêmement performante, est conduite au bord du dépôt de bilan en raison d'une charge de 37 millions annuels à verser à un fonds de pension. Chez PSA, on supprime des emplois mais on verse 71 millions pour une retraite chapeau. Un chiffre à rapprocher des 72 millions touchés par l'entreprise au titre du Crédit d'Impôts Recherche. Quelques exemples nous permettent ainsi d'être offensifs. Il faut que notre campagne industrie soit accessible au maximum. Il s'agit d'organiser des initiatives avec des dates, des journées d'étude avec l'idée qu'on va chercher des projets et leur financement. La Fédération a contribué à l'existence de la campagne sur le coût du capital et il faut aussi y associer celle sur les conditions de travail. Le travail réalisé à ce sujet chez Airbus mérite d'être connu. Chez Constellium, trois suicides et une tentative ont eu lieu qui ont créé des tensions énormes. Une grève de douze jours vient de se tenir pour les salaires qui a solidarisé toute l'entreprise. Ceci démontre que les deux batailles ne s'opposent pas. La lutte est un moyen de souder le personnel. Le 6 février sera aussi l'occasion de le faire en fédérant les mécontentements sur les retraites, l'emploi et la protection sociale. Concernant l'unité syndicale, il s'agit d'être mesuré tant dans le pour que le contre. L'unité syndicale est indispensable, mais faire semblant d'être d'accord pose problème. Ainsi, je me félicite de l'initiative commune sur le racisme, mais de n'y avoir vu que deux drapeaux CGT est problématique. De même qu'il est problématique de ne pas y aller sous prétexte que d'autres y sont. Cependant, faire passer l'idée que nous aurions un partenaire privilégié ainsi que le suggère aussi la une de la NVO n'est pas une bonne idée et on brouille les cartes. Il faut le syndicalisme rassemblé, mais la CGT n'a pas de partenaire privilégié. Concernant le plan de la CES sur l'Europe, la FTM CGT est à l'initiative, c'est important comme tout ce qui peut ouvrir des perspectives.

Denis Bréant rapporte une réunion des camarades de l'automobile qui a permis de redistribuer les tâches au sein du bureau. Un tract a été édité sur le coût du capital. Les NAO vont débiter et il est prévu des rencontres avec les comités régionaux sur la charte de l'automobile.

Daniel Gouttefarde rapporte la tenue de l'USTM 91 avec la mise en place d'une nouvelle équipe. Une nouvelle base a été créée dont 80% sont des cadres et



les animatrices des jeunes femmes. Il y a eu une attaque de la CFDT quand la CGT s'est présentée sur le thème : pourquoi la CGT crée un syndicat puisqu'il y en a déjà un. La stratégie a été de ne pas répondre et de ne prendre comme ligne que les revendications des salariés et leurs besoins. Des tracts ont été distribués en même temps que des bonbons. Elles ont obtenu 38% aux élections. La CFDT est passé sous les 10% et n'est plus représentative. Cela démontre que les salariés ne comprennent pas la division et la polémique.

Boris Plazzi évoque Mandela et le fait que récemment une délégation de la FTM CGT s'était rendue en Afrique du Sud. L'UNISA avait sollicité l'avis de la délégation sur la création d'un institut économique et social. La libération du peuple noir est une victoire pour tous les peuples. Cependant, les inégalités demeurent entre les riches et les pauvres et on découvre que le capitalisme n'a pas de couleur.

Concernant la campagne sur le coût du capital, on pourrait décider, dès aujourd'hui, d'un plan de travail de réunions avec l'objectif de s'approprier l'argumentaire sur le coût du capital. Si on estime que c'est une priorité, il faut s'en donner les moyens. Le salaire minimum en Allemagne est un bienfait social, mais il irait de même en France si on progressait par exemple sur l'égalité professionnelle homme-femme. L'augmentation des salaires a un impact direct sur l'économie, il faut donc être attentifs sur les salaires. Le baromètre paru dans la dernière NVO montre que 75% des salariés pensent que l'augmentation des salaires améliore l'économie, mais seulement 35% pensent que c'est possible. Il y a donc un potentiel pour la CGT. Dans la période, les résultats professionnels sont contrastés, mais à certains endroits on remporte d'importants succès, comme chez Saint-Gobain à Pont-à-Mousson où la CGT a effectué un rajeunissement et un travail de terrain qui s'est conclu par le fait que pour la première fois depuis cinquante ans elle franchit la barre des 50%, très loin devant la deuxième organisation syndicale.



Stéphane Flégeau rapporte une lutte à la SBFM suite à une sanction de trois jours de mise à pied du secrétaire du syndicat. La lutte a permis de la ramener à un seul jour. Concernant la Bretagne, Stéphane confirme que l'affichage Lepaon – Berger a créé des tensions et qu'il a été difficile de mobiliser. Par ailleurs, la CGT a voté un pacte d'avenir au CESER de Bretagne qui ne contient aucun projet industriel et sans consulter, ce qui pose problème.



Taïeb Ayari signale que suite à l'accord de représentativité de 2008, on reçoit des sollicitations pour nommer des DS et DSC et qu'il est utile de regarder les protocoles d'accord. Un plan de travail est mis en place en Normandie envers les TPE.



Daniel Pellet-Robert attire l'attention sur les négociations qui vont avoir lieu sur les mutuelles de santé. Des négociations de branche sont prévues, mais il faut être attentifs et offensifs car les employeurs veulent n'accorder que le minimum.

Vincent Labrousse estime que le 6 février fait partie des attentes.

Jérôme Lettry fait le point sur l'activité jeunes. Les Assises se préparent pour les 5 et 6 février. Jérôme remarque que les jeunes ont une culture réseaux et sont en attente de communication.

Christian Pilichowski conclut, il va y avoir beaucoup de réunions en janvier. Nous avons intérêt à y pointer notamment la mise en place d'un plan de travail sur un état des lieux et syndicalisation, et sur la campagne coût du capital en lien avec une activité revendicative salaire – emploi - protection sociale. Sur la question de l'unité syndicale. C'est mieux que les syndicats se parlent plutôt qu'ils s'ignorent. Il y a aussi besoin d'être clair. Dans le communiqué commun, il est noté que nous ne sommes pas d'accord et qu'il n'y a pas de volonté de le cacher, mais que la question posée est celle de peser dans le débat. Autrement dit, laisse-t-on les grands chefs syndicaux discuter entre eux ou pense-t-on que ça va se jouer dans le rapport de forces ? Dans ce cas, on forme, on informe, on donne des arguments aux syndiqués pour que nos équipes syndicales aillent au contact des salariés. C'est dans notre capacité à convaincre les salariés que va se jouer la confrontation. Dans l'esprit polémique, je crois qu'il faut interpeller Gattaz pour lui demander comment il va créer son million d'emplois ? Car si les entreprises non compétitives licencient et que les entreprises très compétitives qui ont dix ans de carnet de commandes devant elles font de même, où va-t-il créer son million d'emplois ?

Jean-Jacques Desvignes revient sur la situation chez EADS qui montre au grand jour que les licenciements sont dus à des objectifs purement boursiers. EADS n'a aucun problème de charges. Sa trésorerie se monte à 12 milliards et ils versent trois milliards de dividendes à Enders et Lagardère. Le carnet de commandes se monte à 565 milliards. En fait EADS devient non plus de produire des produits industriels mais du cash. EADS veut redistribuer 30% à 40% des bénéfices en dividendes. Le gouvernement a aussi une responsabilité dans cette histoire. On a été reçus par le cabinet de Montebourg, mais ils n'entendent pas. Nous avons interpellé les autres organisations syndicales, mais elles sont dans l'attentisme. En attendant, nous allons aller à des débats dans les entreprises dans les autres sites.

Sylvain Werner insiste sur l'importance de la quinzaine de syndicalisation prévue du 20 au 31 janvier et fait le point sur le mandatement au congrès. Il y a en tout 576 délégués dont 79 issus de groupes et 42 retraités. Il faut s'engager dans un dispositif d'urgence pour contacter immédiatement les syndicats en retard de règlements.

Patrick Bernard rapporte qu'une douzaine de courriers ont été envoyés sur les retards. Il faut 8% à 10% de nouvelles adhésions chaque année pour maintenir le même nombre d'adhérents. Sinon c'est le phénomène du panier percé.



Préparation des Assises sur l'égalité professionnelle

Marie-Laure Cordini intervient au nom du collectif femmes-mixité.

Dans son introduction, elle précise que les femmes de la métallurgie sont incontournables et partie prenante sur les revendications et les luttes dans la Fédération. Suzanne Masson en est une preuve, nous l'avons constaté lors de l'hommage que lui a rendu Roselyne avec l'aide de l'IHS au dernier CEF. Même si la fédération reste sensibilisée aux conditions de travail et à l'égalité professionnelle, nous devons aussi nous concentrer sur le renforcement des femmes en tant que syndiquées, mais aussi en tant que dirigeantes dans les syndicats et nos instances de la CGT. Il faut l'organiser comme pour une campagne de syndicalisation, c'est-à-dire aller vers les femmes pour mieux appréhender leurs problèmes spécifiques dans l'entreprise. En effet, les femmes sont de plus en plus souvent affectées à la pénibilité physique et mentale, à des conditions de travail pénibles et moins visibles que les hommes.

Pour justifier ses propos, Marie-Laure argumente avec quelques chiffres les inégalités femmes/hommes.

Une femme sur trois est exposée à la tension au travail, contre un homme sur cinq, quelle que soit la catégorie professionnelle. Et l'écart est encore plus important dans la catégorie ouvrière. En 2011, l'ANACT constate, dans ses études, qu'entre 2001 et 2011, le nombre d'accidents du travail touchant les femmes augmente de 21,8%, tandis que celui des hommes est en baisse de moins 18,6%. Les maladies professionnelles reconnues ont en dix ans augmenté deux fois plus vite chez les femmes (+179,5%) que chez les hommes (+91,9%). En 2010, les maladies professionnelles dépassent celles des hommes. Une femme sur deux travaille en tant qu'employée. 80% des personnes rémunérées au SMIC sont des femmes. 64% des personnes positionnées dans des parcours pénibles et précaires sont des femmes. 58% des personnes positionnées dans des parcours descendants sont des femmes. 60% des personnes positionnées dans des parcours ascendants continus sont des hommes. 80% des femmes travaillent à temps partiel imposé. En 2010, 9% des femmes (plus d'un million de salariées) sont concernées par le sous-emploi, contre 3% pour les hommes (soit environ 450 000 salariés). Dans une enquête de 2007, près de

16% des salariés déclarent au moins un épisode de violence ou de discrimination au cours des douze derniers mois. Les agressions sexuelles, verbales ou gestuelles dans les entreprises sont condamnables. En France, une femme meurt tous les 2,5 jours sous les coups de son conjoint. En Europe, c'est la première cause de mortalité pour les femmes. La CGT doit prendre toutes ses responsabilités pour combattre ce fléau. Le secrétaire d'Etat souligne que seulement 2% des femmes victimes d'agressions sexuelles les dénoncent. En 2010, les femmes consacraient quatre heures par jour aux tâches domestiques. Le partage du travail à la maison reste très disproportionné. Selon l'Insee, c'était seulement deux heures pour les hommes. Le montant des retraites des femmes en droits directs représente 53% de celui des hommes. Ceci s'explique par la discrimination salariale, professionnelle et familiale qu'elles ont subie toute leur vie. C'est pour toutes ces raisons que la Fédération de la métallurgie a la volonté d'avoir un minimum de 30% de femmes déléguées pour notre prochain congrès. C'est un pari ambitieux mais jouable si nous nous y mettons toutes et tous. Nous espérons aussi renforcer le collectif femmes-mixité de la Fédération.

Les Assises des femmes auront lieu le 25 février 2014. Elles se tiendront avec la participation de Maryse Dumas le matin et de Elisabeth Achet, l'après-midi. Ces Assises permettront de débattre sur les actions et luttes collectives qui mettront un terme à toutes ces inégalités. Pour que nous puissions avoir des débats à la hauteur de l'enjeu, la Fédération et le collectif fait la proposition d'une participation de 250 camarades. Pour y parvenir, nous vous enverrons une cartographie pour une répartition par région. Ce chiffre n'a pas été décidé au hasard, mais fait le lien avec les 30% de femmes au 40^e congrès.

Résumé des débats

Une journée Assises égalité ne suffit pas. C'est pourquoi, il importe aussi d'atteindre les 30% de femmes au congrès parce qu'on veut que la voix des femmes traverse le congrès. Le CEF note qu'il faut aussi une campagne dans les entreprises. Nous avons aussi une bataille sur les chiffres à mener, par exemple quand l'UIMM ne reconnaît qu'un écart minime entre les rémunérations homme – femmes alors que la réalité est bien différente. Mais il faut aussi avoir une réflexion sur le collectif, afin qu'il rajeunisse. Concernant les assises, il faut une cartographie avec des objectifs de participation. Il faut aussi une réflexion sur les thématiques à aborder plus généralement dans le collectif comme les femmes ICT.



SANTÉ – PRÉVOYANCE – ÉPARGNE – RETRAITE

Chaque salarié a droit au bénéfice d'une protection sociale performante. Malakoff Médéric le prouve chaque jour aux branches professionnelles qui lui font confiance. Nous leur proposons :

- un accompagnement personnalisé par une équipe dédiée,
- l'appui et la solidité financière du 1^{er} groupe paritaire de protection sociale français,
- la garantie d'un dialogue social réussi.

Votre contact : **Gilles SOHM** au 01 56 03 30 10 - contact-branches@malakoffmederic.com



malakoff médéric

PRÉSENTS POUR VOTRE AVENIR